L'ARMEMENT NUCLÉAIRE ISRAÉLIEN

Un tabou

PAR

Abdelwahab BIAD (*)

> «*Israël ne sera pas le premier Etat à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient, mais il ne sera pas le deuxième non plus*».
>
> Ygal Allon, ministre israélien, décembre 1963.

Depuis longtemps l'attention de la communauté internationale au Moyen-Orient s'est portée sur l'Iraq ou l'Iran, soupçonnés de vouloir se doter d'armes nucléaires, tandis que la situation d'Israël en la matière a été occultée. Il est vrai que l'Etat hébreu n'a violé aucun instrument de non-prolifération, pour la simple raison qu'il n'est partie à aucun. Israël n'a pas déclaré de programme de fabrication d'armes nucléaires, ni plaidé officiellement en faveur de l'acquisition de l'arme nucléaire. Cependant, en raison de ses activités nucléaires passées et présentes, du fait qu'il ne dément ni ne confirme les informations concernant ses activités nucléaires et de son refus d'adhérer au Traité de non-prolifération (TNP) et d'accepter des garanties de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) sur ses installations nucléaires, il est possible de déduire sans risque de se tromper qu'il possède l'arme nucléaire.

La question de l'armement nucléaire israélien (ANI) est revenu dans l'actualité suite à deux événements : la visite en Israël, en juillet 2004, de Mohamed El Baradei, directeur de l'AIEA, pour relancer le projet de zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) au Moyen-Orient; la libération, en avril 2004, de Mordechaï Vanunu, après une peine de 18 ans de réclusion pour «*espionnage et trahison*». En 1986, les révélations au *Sunday Times* (1) de ce technicien de la centrale nucléaire de Dimona sur l'existence d'un programme nucléaire militaire avaient causé une brèche importante dans la politique du secret d'Israël. Les révélations de M. Vanunu, d'une ampleur sans précédent, ont été largement ignorées par les médias en Europe et aux Etats-Unis (2).

(*) Maître de conférences à l'Université de Rouen (France).

(1) «Revealed : the Secrets of Israel's Nuclear Arsenal», *Sunday Times*, 5 oct. 1986.

(2) La neutralisation de Vanunu est digne d'un roman d'espionnage : attiré par une espionne du Mossad, il est enlevé à Rome, transféré en Israël, puis jugé et condamné à 18 ans de réclusion par un tribunal siégeant à huis clos.

Depuis trente ans sont régulièrement publiées des informations fragmentaires dans la presse, dans des revues spécialisées, relatant des sources de services de renseignements sur la «*bombe israélienne*». Mis à part cela, on trouve peu de littérature sur la question, en dehors de quelques ouvrages en anglais, dont celui très documenté d'Avner Cohen (3), du livre-enquête de Pierre Péan (le seul en français, mais qui se limite au rôle de la France dans les années cinquante) (4) et d'une étude d'experts des Nations Unies datant de... 1981 (5)! S'agit-il d'un sujet tabou? On est tenté de répondre par l'affirmative lorsqu'on constate l'absence de sources israéliennes sur la question.

L'ANI est dès l'origine le fruit d'une coopération secrète avec des Etats avec lesquels Israël a noué une alliance étroite: à cet égard, la France notamment a joué un rôle déterminant. La politique d'opacité choisie d'emblée par les dirigeants israéliens trouve son expression dans la doctrine de l'ambiguïté nucléaire en vertu de laquelle ils ne confirment, ni n'infirment les informations faisant état de la possession de la «*bombe*». Volontairement occulté par l'allié américain, mais dénoncé de manière récurrente par les pays arabes comme l'illustration des «*deux poids deux mesures*», l'ANI contribue à nourrir le discrédit sur le régime de non-prolifération.

L'acquisition de savoir-faire, de technologies et de matières nucléaires

Israël dispose de nombreux experts en physique et en chimie nucléaires, ainsi que dans d'autres domaines de l'énergie nucléaire. Les savants israéliens, dont nombre d'entre eux ont été formés à l'étranger, où ils ont acquis une expérience pratique de l'industrie nucléaire, ont établi des relations avec des experts d'autres pays. Les différents stades de développement du programme nucléaire israélien ont nécessité la mise en place de réseaux secrets d'acquisition de savoir-faire, de technologies et de matières nucléaires à l'étranger, une véritable toile d'araignée constituée de sociétés écrans et d'agents du Mossad.

On pourrait faire remonter l'origine du programme nucléaire israélien aussi loin que l'existence d'Israël en tant qu'Etat. En effet, dès 1948, fut créé, au sein de l'Institut Weizman de Rehovot, un Département de recherche nucléaire. L'année suivante, les premières prospections géologiques sont entreprises dans le Neguev, à la recherche d'uranium par une unité de l'armée. En 1952, est établie une Commission à l'énergie atomique dirigée par David Bergmann, un scientifique partisan de la bombe. Et, en 1955,

(3) Avner COHEN, *Israel and the Bomb*, Columbia University Press, New York, 1998, 470 p.
(4) Pierre PÉAN, *Les Deux Bombes*, Fayard, Paris, 1991, 201 p.
(5) Documents officiels de l'Assemblée générale de l'ONU, *L'armement nucléaire israélien*, doc. A/36/431, 1981.

David Ben Gourion aurait décidé de doter son pays de l'arme nucléaire et chargé Shimon Peres, qui conduisait depuis quelques années une action diplomatique secrète en France, d'obtenir des dirigeants français l'accès au «*grand secret*» (6). Par la suite, l'Afrique du Sud a pris le relais comme partenaire nucléaire d'Israël.

Le rôle clef de la France

Dès 1956, sur fond de Crise de Suez, une véritable alliance se noue entre dirigeants français (Guy Mollet, Maurice Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard) et israéliens (David Ben Gourion, Shimon Peres), impliquant des militaires, des spécialistes du nucléaire et les services de renseignements. Cette alliance est alors fondée sur une commune hostilité au nationalisme arabe et à l'Egypte de Gamal Abdel-Nasser, coupable de soutenir le FLN en Algérie. A cette époque, la volonté des deux gouvernements de se doter d'une capacité nucléaire autonome hors du duopole soviéto-américain convergeait. Furent signés des accords secrets, non accessibles à ce jour et qui ont échappé à tout contrôle parlementaire : il était de l'intérêt des deux Etats de maintenir secret et compartimenté cette entente, qui comprenait une série de documents de nature politique et technique. Pierre Péan, auteur du seul livre de référence sur cette période, rappelle que «*la discrétion sur cette affaire est telle que pendant près de deux ans, après son retour au pouvoir, le général de Gaulle ignorera la vraie nature de la coopération nucléaire entre la France et Israël*» (7).

L'échec de l'expédition franco-israélo-britannique de Suez qui contribua à accentuer chez les Israéliens le désir de la bombe, les poussant à demander à leur partenaire français d'accorder des garanties de sécurité sous forme de garantie nucléaire (8). Un sentiment de culpabilité aurait conduit des dirigeants de la IV^{e} République à aider Israël à se doter de la bombe (9). Les négociations aboutirent rapidement à une série d'accords (notamment l'accord du 3 octobre 1957) et de contrats portant livraison à Israël d'un réacteur (EL-102) d'une capacité identique à celui de Marcoule (G-1), soit 25 Mw, et transfert de technologie en matière de séparation de plutonium (Saint-Gobain Nucléaire) et de retraitement chimique (10). Le complexe nucléaire de Dimona fut construit dans le plus grand secret dans le Désert

(6) Les Israéliens auraient d'abord sondé les Américains pour obtenir un réacteur nucléaire, mais les exigences américaines de garantie les ont incités à se tourner vers la France. Toutefois, en application du programme *Atom for Peace*, un accord de coopération fut signé le 12 juillet 1955 entre les Etats-Unis et Israël pour la livraison d'un réacteur de recherche de 1 Mw installé à *Nahal Soreq*, près de Tel-Aviv, ainsi que la formation de chercheurs israéliens dans les centres de recherche américains. Ce réacteur, qui entra en service en juin 1960, est placé sous les garanties de l'AIEA en vertu de l'accord Etats-Unis-Israël-AIEA du 10 juin 1965.

(7) Pierre PÉAN, *op. cit.*, p. 14.

(8) Cette question fut abordée au cours d'une rencontre secrète à Sèvres, le 7 novembre 1956, entre Golda Meir, Shimon Peres, Maurice Bourgès-Maunoury et Christian Pineau.

(9) Guy Mollet aurait déclaré, en privé, «*je leur dois la bombe*», selon Pierre PÉAN, *op. cit.*, p. 84.

(10) Pierre PÉAN, *op. cit.*, pp. 82-85.

du Neguev, à 70 km de Beersheva, avec l'aide d'ingénieurs français du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Le réacteur est entré en service en 1963 et sa puissance a été ensuite sensiblement augmentée par les Israéliens. Dimona fut placé sous la coupe de HEMED GIMMEL, la direction scientifique de l'armée israélienne. La coopération n'est pas tout à fait à sens unique, puisque les Israéliens fournissent notamment au CEA un ordinateur capable de calculer les paramètres de la bombe que les Etats-Unis refusent de lui livrer et deux brevets sur la technique de traitement de minerais d'uranium et de production d'eau lourde.

Craignant que des révélations sur cette coopération n'affectent la position internationale de la France en posture difficile en Algérie, le général de Gaulle choisit d'y mettre fin. En mai 1960, il exigeait qu'Israël divulgue l'existence de Dimona et soumette le réacteur à des inspections, faute de quoi la France suspendrait la fourniture de combustible. N'ayant pas obtenu de réponses satisfaisantes, de Gaulle décida «*de mettre un terme à d'abusives pratiques de collaboration militaire* [...] *entre Tel-Aviv et Paris, qui introduisent en permanence des Israéliens à tous les échelons des états-majors et des services français*», ainsi qu'au «*concours prêté par la France à un début, près de Beersheva, d'une usine de transformation d'uranium en plutonium, d'où, un beau jour, pourraient sortir des bombes atomiques*» (11). Lâché par Paris, Israël se tourna dès 1964, vers un pays qui cherchait précisément à l'époque à développer une capacité nucléaire militaire, l'Afrique du Sud.

L'alliance avec l'Afrique du Sud

Aziz Pahad, le vice-ministre sud-africain des Affaires étrangères a reconnu en 1997 l'existence d'une coopération secrète entre le régime d'*apartheid* et Israël dans le domaine nucléaire, signalant que de nombreux documents avaient été détruits lors du changement de gouvernement en Afrique du Sud (12). Il a ainsi révélé que le double flash détecté par le satellite américain Vela le 22 septembre 1979, dans l'océan Indien (à 2 400 km au sud-est des côtes sud-africaines), correspondait bien à un essai nucléaire réalisé dans le cadre de la coopération entre les deux pays. A l'époque, des rumeurs sur un essai conjoint d'armes nucléaires s'étaient propagées, mais avaient aussitôt été démenties par Pretoria et Tel-Aviv.

Les deux Etats avaient des points communs et des raisons objectives de se rapprocher. L'Afrique du Sud de l'*apartheid* et Israël étaient en butte à l'hostilité de leurs voisins et cherchait à imposer leur existence par la force, en se dotant de tous les moyens, y compris la «*bombe*». L'Afrique du Sud, tout comme Israël, avait cherché en Europe une assistance nucléaire,

(11) Charles DE GAULLE, *Mémoires d'espoir*, Plon, Paris, 1970, p. 270.

(12) Entretien accordé à Zeev Schift, du quotidien *Haaretz*, 20 avr. 1997. *Cf.* aussi Paul-Marie DE LA GORCE, «Israël-Afrique du Sud : secret défense», *Jeune Afrique*, n° 1902, 18-24 juin 1997, pp. 28-30.

ciblant en particulier la France : ainsi, les Français ont construit deux réacteurs de type Westinghouse à Koeberg, près du Cap, tandis que des savants atomistes sud-africains comme leurs homologues israéliens faisaient des stages au centre de Saclay.

L'origine du programme nucléaire de Pretoria remonte aux années soixante. A cette époque, le régime d'*apartheid* était en guerre permanente, à l'intérieur, contre l'ANC, soupçonnée de fomenter une révolte de la majorité noire, et, à l'extérieur, contre les Etats voisins (Angola, Mozambique, Zambie), accusés de soutenir les mouvements de résistance à l'*apartheid*. Exploitant habilement la «*menace communiste*» en Afrique australe, le régime d'*apartheid* a pu bénéficier d'une assistance technique et scientifique cruciale au plan militaire, mais aussi nucléaire en provenance d'Europe, des Etats-Unis et également d'Israël (13).

Le Traité de coopération économique, scientifique et industriel signé en 1976, par John Voerster et Itzhak Rabin symbolisait l'alliance israélo-sud-africaine. Pour les Israéliens, l'Afrique du Sud disposait d'importantes réserves d'uranium naturel, ainsi que d'un vaste territoire terrestre et maritime permettant de mener à bien des essais d'armes, y compris nucléaires. Pour les Sud-Africains, Israël maîtrisait les techniques d'enrichissement. Le procédé d'enrichissement par écorçage de jet gazeux, dit «*Hélikon*» et utilisé dans le Centre de Valindaba, mis en service en 1975, serait le résultat de travaux menés conjointement avec les Israéliens. Possédant désormais la capacité d'enrichir de l'uranium grâce aux installations secrètes de Valindaba ainsi qu'aux équipements acquis en Occident en dépit de l'embargo des Nations Unies et ayant procédé à un essai qui validait leurs recherches, les Sud-Africains mirent au point six bombes à fission. Ces armes furent démantelées au début des années quatre-vingt-dix, peu avant l'arrivée au pouvoir de l'ANC, faisant de l'Afrique du Sud le premier et seul exemple à ce jour d'Etat ayant détruit son armement nucléaire (14). Ce ne fut évidemment pas le cas d'Israël : dès lors, les chemins des deux pays divergent.

Si l'Afrique du Sud fut une source d'approvisionnement en uranium naturel, les Israéliens ont acquis d'importantes quantités d'uranium enrichi aux Etats-Unis et en Europe. Plusieurs affaires de disparitions de matières fissiles ont alimenté les soupçons sur Israël (15). A ce propos, Pierre Péan rap-

(13) Documents officiels de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Plan et capacité d'action de l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire*, Rapport du Secrétaire général, Doc. A/35/ 402, 1980.

(14) En mars 1993, l'ancien Président Frederick W. de Klerk annonçait au Parlement sud-africain que son pays avait développé un armement nucléaire depuis les années soixante-dix, que cet armement avait été démantelé avant la signature du TNP en 1991.

(15) La disparition, dans les années soixante, de près de 90 kg d'uranium hautement enrichi d'une installation nucléaire américaine appartenant à la NUMEC (Nuclear Materials and Equipment Corporation) n'a jamais été élucidée. Le président de la NUMEC, Zaiman Shapiro, avait été soupçonné par la CIA d'être un homme-clef dans le programme nucléaire israélien. Pour plus de détails sur cette affaire, *cf.* Andrew et Leslie COCKBURN, *Dangerous Liaison : the Inside Story of the Israeli-US Covert Relationship*, Harper Collins, New York, 1992, pp. 71-97.

pelle que «*l'histoire de la bombe israélienne est émaillée de morts, d'enlèvements et de détournements mystérieux*» (16). Le secret caractérise le nucléaire israélien : si les programmes d'armement nucléaire ont toujours été placés sous le sceau du secret dans tous les Etats qui les ont lancés, la spécificité israélienne réside dans sa politique d'opacité totale.

La politique d'«opacité nucléaire»

L'affaire *Vanunu* illustre la culture du secret et l'opacité qui entoure le programme nucléaire israélien. A l'exception de quelques militants pacifistes, Vanunu a reçu peu d'appui en Israël, perçu qu'il était, par l'*establishment* politico-militaire et les médias, comme un traître à son pays. Or, Vanunu n'a fait que rendre public ce que tout le monde soupçonnait. Le traitement qui lui a été réservé (18 ans de réclusion en isolement) (17) sert surtout d'avertissement à tous ceux qui seraient tentés de remettre en cause le tabou.

Comme le faisait remarquer le Groupe d'experts des Nations Unies, Israël, comme tout Etat possédant la capacité de fabriquer des armes nucléaires, a le choix entre plusieurs options : «*il peut renoncer purement et simplement aux armes nucléaires; il peut franchir ouvertement le seuil du club nucléaire en faisant exploser un engin nucléaire ou en annonçant qu'il possède l'arme nucléaire; il peut acquérir l'arme nucléaire et démentir la posséder; enfin, il peut se doter de la capacité de fabriquer des armes nucléaires sans passer à l'action et conserver une attitude ambiguë*». Il découle des déclarations officielles ou officieuses des responsables israéliens que «*l'attitude d'Israël relèverait de l'une ou de l'autre de ces deux dernières catégories*» (18).

Ainsi, contrairement aux autres Etats qui possèdent la capacité nucléaire militaire et qui l'ont ouvertement affirmé en procédant notamment à des essais nucléaires – Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Inde et Pakistan –, Israël a opté pour une doctrine d'ambiguïté nucléaire, occultant tout débat sur sa stratégie nucléaire.

L'ambiguïté nucléaire

Cette doctrine a pour fondements les déclarations formulées à des périodes différentes par les dirigeants israéliens. Ainsi, en décembre 1965, Ygal Allon, ministre du Travail, déclarait qu'«*Israël ne sera pas le premier Etat à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient, mais il ne sera pas le deuxième non plus*» (19). Le Président Ephraïm Katzir précisa en 1974 que

(16) Pierre Péan, *op. cit.*, p. 149.

(17) Il a été de nouveau arrêté et assigné à résidence en novembre 2004, avec interdiction de parler aux médias ou d'être en relation avec des étrangers.

(18) *L'armement nucléaire israélien*, *op. cit.*, §60.

(19) Propos rapportés par le journal *Jewish Observer* (24 décembre 1965) et cité dans *L'armement nucléaire israélien*, *op. cit.*, §61.

son pays «*avait la capacité*» de fabriquer des armes nucléaires et pouvait le faire «*dans un délai raisonnable*» (20).

Les partisans de l'ambiguïté invoquent généralement le soutien de l'opinion publique israélienne, son acceptation tacite par les Etats-Unis et son efficacité à l'égard des voisins arabes (21).

L'ambiguïté nucléaire présenterait certains avantages pour l'Etat hébreu. Tant qu'Israël n'aura pas ouvertement reconnu son statut de puissance nucléaire, il continuera de bénéficier d'un soutien économique et militaire accru de ses alliés, notamment des Etats-Unis. La doctrine d'ambiguïté apparaît alors comme un gage de la poursuite du soutien américain. Y renoncer risquerait d'affecter négativement les intérêts américains au Moyen-Orient, notamment en matière de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM). La doctrine d'ambiguïté nucléaire remplit donc une fonction spécifique dans les rapports américaino-israéliens; elle est au cœur d'un compromis tacite passé avec les Etats-Unis : ces derniers préservent leurs objectif de non-prolifération globale, tandis qu'Israël s'engage à ne pas procéder à des essais nucléaires. Il n'y a pas de signes apparents laissant croire qu'Israël renoncerait de lui-même à l'ambiguïté (22).

Cependant, cette ambiguïté comporte également des inconvénients. De par l'incertitude qu'elle crée, elle peut être un facteur contribuant à l'instabilité de la région et pourrait constituer un obstacle à la création du climat de confiance indispensable pour parvenir à un règlement politique global du conflit israélo-arabe. Par l'incertitude qu'elle crée, elle est porteuse de risques pour les intérêts de sécurité des Etats-Unis et pour la pérennité du régime de non-prolifération. De plus, l'ambiguïté nucléaire, en légitimant une culture du secret, est une perversion des valeurs démocratiques (23).

En effet, il n'y a jamais eu de débat public en Israël sur la question nucléaire : c'est une question taboue. La seule tentative récente en ce sens au Parlement fut un échec. En février 2000, la *Knesset* a tenu pour la première fois une discussion brève (une heure), mais houleuse, sur le nucléaire. La motion du député Issad Makhoul demandant un débat parlementaire sur la politique nucléaire fut rejetée par 61 voix contre 16, sur un total de 120 députés. La motion rappelait que «*l'énorme stock d'armes nucléaires, bactériologiques et chimiques israélien est un catalyseur de la prolifération au Moyen-Orient*», qu'Israël avait la responsabilité de changer le cours de la course régionale aux ADM, que les déchets radioactifs accumulés créent des risques pour l'environnement et la santé, que l'opinion publique était en

(20) Propos rapportés par le *Washington Post*, 3 déc. 1974.

(21) Ze'ev SCHIFF, «How long can nuclear ambiguity last», *Haaretz*, 24 août 2000.

(22) Pour Ariel Sharon, «*la politique d'ambiguïté nucléaire qui est la nôtre a fait ses preuves, et elle se poursuivra*». Dépêche AFP, Tel-Aviv, 7 juil. 2004.

(23) Avner COHEN/Thomas GRAHAM Jr, «WMD in the Middle East : a Diminishing Currency», *Disarmament Diplomacy*, n° 76, mars-avr. 2004.

droit d'être informée et que Vanunu devait être libéré (24). Cependant, le rejet de la motion parlementaire permettait d'éluder le débat sur les bien-fondés de l'ambiguïté nucléaire et sur le rôle des armes nucléaires dans la défense d'Israël.

Quelle doctrine d'emploi?

A partir des informations fournies par Vanunu (25), il a été possible aux experts de constater que la puissance du réacteur de Dimona fut quadruplée depuis les années soixante-dix (peut-être à 150 MW), faisant passer la production annuelle de plutonium de 7-8 kg dans les années soixante à 20-40 kg au cours de la décennie quatre-vingt-dix. Selon certaines estimations, le réacteur aurait ainsi produit plus de 600 kg de plutonium au début des années quatre-vingt-dix. Ceci a donné à Israël la capacité de produire environ 20 armes nucléaires au cours de la période 1970-1980 et de 100 à 200 jusqu'en 1995 (26). La Fédération des scientifiques américains (FAS) a estimé qu'Israël possédait au milieu de la décennie 1990, 100 à 200 armes nucléaires, considérant comme exagéré le chiffre de 400 voire 500 bombes donné par certaines sources. Le haut niveau d'expertise scientifique et technique des Israéliens leur aurait permit de concevoir différents modèles d'armes nucléaires, y compris de les miniaturiser (armes thermonucléaires, armes tactiques, mines et obus, bombes à neutron).

Pour lancer leurs armes nucléaires, les Israéliens disposeraient d'une panoplie de vecteurs : avions F-15 et F-16 armés de missiles air-sol Popeye à tête nucléaire capables de détruire des cibles profondément enterrées; missiles américains Harpoon embarqués sur des sous-marins Dolphin fournis par l'Allemagne en 1999-2000; des missiles Jericho II (1 500 km de portée) et Jericho III (4 500 km) placés sur des rampes mobiles de lancement (27); des lanceurs balistiques Shavit permettant de mettre en orbite les satellites Ofek, une artillerie capable de lancer des obus nucléaires à plus de 80 km (28).

Aujourd'hui, en termes quantitatif et qualitatif, l'arsenal israélien est plus proche de celui de la France ou du Royaume-Uni que de celui de l'Inde ou du Pakistan. Eu égard à la dimension modeste de son territoire et de sa

(24) Parmi les partisans d'un débat figurent les députés du Meretz et du parti communiste et des personnalités comme Lea Rabin, veuve de l'ancien Premier ministre assassiné, et Nri Savir, directeur de cabinet de Simon Peres, l'architecte du programme nucléaire israélien. Merav DATAN, «Relaxing the Taboo : Israel Debates Nuclear Weapons», *Disarmament Diplomacy*, n° 43, janv.-fév. 2000.

(25) *Sunday Times*, 5 oct. 1986.

(26) Vanunu a expliqué que Dimona était composée de neuf unités de production (Machons), chacune occupant un bâtiment particulier. Machon 1 contenait une unité de production de plutonium et Machon 2 des unités de retraitement, de séparation de lithium 6 et de production de tritium. Machon 2 était le plus important des éléments de Dimona, avec huit étages, dont six en sous-sol. Selon des estimations des services de renseignements russes, citées par la FAS sur le site Internet www.fas.org/irp.

(27) Le missile Jéricho, d'une portée initiale de 450 km et pouvant transporter une ogive de 5 à 7 kg, a été développé par les Israéliens grâce à un contrat de coopération signé en 1960 avec Marcel Dassault.

(28) FAS, *Israel Special Weapons Guide Website*, www.fas.org/nuke/guide/israel/index.html1.

population et à l'absence d'une menace militaire crédible de ses voisins, l'Etat hébreu disposerait donc d'un arsenal surdimensionné! Pour quelle doctrine d'emploi ?

Israël considère la possession d'armes nucléaires comme une arme de dissuasion ultime contre une attaque conventionnelle qui le menacerait d'une défaite certaine pouvant affecter sa survie. Seymour Hersh évoque l'«*option Samson*», par référence au héros biblique, comme le fondement de la doctrine stratégique israélienne (29). C'est une menace implicite d'un «*armaguedon nucléaire*» dirigée contre les pays arabes, l'Iran et même l'URSS pendant la Guerre froide (30).

L'ANI est aussi conçue comme une «*défense anticipée*» contre la possibilité d'une future supériorité militaire de ses voisins en matière conventionnelle ou comme «*garantie*» en cas d'acquisition d'ADM par ceux-ci. Cependant, quel avantage militaire pourrait apporter aux Israéliens l'utilisation d'armes nucléaires contre des objectifs militaires arabes qui ne puissent être obtenus avec des forces conventionnelles ? L'armement nucléaire a moins une utilité militaire qu'une fonction politique.

En effet, l'ANI n'est pas seulement conçu comme une arme de dissuasion, mais aussi plus subtilement comme un instrument de pression pour le maintien du *statu quo* au Moyen-Orient. L'ANI peut être un levier d'action vis-à-vis de l'allié américain pour le conduire à agir dans le sens voulu : «*si vous ne voulez pas nous aider dans une situation critique, nous allons être obligés de faire usage de l'arme nucléaire*»! Ce «*chantage nucléaire*» a au moins fonctionné une fois, lors de la guerre israélo-arabe de 1973, au cours de laquelle l'Administration Nixon a décidé un pont aérien massif pour remplacer les pertes israéliennes et éviter une défaite d'Israël qui aurait vraisemblablement conduit ce dernier à employer la bombe (31). Cette situation crée une dépendance stratégique des Etats-Unis à l'égard d'Israël, Washington étant tenu de maintenir une supériorité qualitative et quantitative de l'armée israélienne sur toute coalition arabe pour éviter l'impensable, une défaite militaire de l'Etat hébreu qui rapprocherait du spectre d'une guerre nucléaire. Paradoxalement, l'assistance militaire américaine, qui avait pour objectif d'inciter les Israéliens à moins dépendre du nucléaire pour leur sécurité, a permis à ces derniers de développer qualitativement et quantitativement leur arsenal nucléaire. Il est crucial de s'interroger sur la posi-

(29) Seymour HERSH, *The Samson Option : Israel Nuclear Arsenal and American Foreign Policy*, Randon House, New York, 1991, p. 319.

(30) Il semblerait que l'espion Jonathan Pollard, qui purge actuellement une peine de prison pour espionnage au profit d'Israël, cherchait à se procurer des images satellites des cibles soviétiques et d'autres données relatives à la stratégie nucléaire américaine. *Cf.* S. HERSH, *op. cit.*, pp. 285-305.

(31) L'alerte nucléaire fut déclenchée par Golda Meïr le 6 octobre 1973, lorsque les attaques surprises égyptienne et syrienne menaçaient d'effondrement l'armée israélienne. «*C'est la fin du troisième temple*», aurait lancé Dayan comme argument. 13 bombes de 20 klt furent assemblées sur des missiles Jericho, prêtes à l'emploi. Cet événement, relaté dans un rapport américain, est cité par le *Times*, 12 avr. 1976.

tion on plus exactement sur l'absence de réaction des Etats-Unis au sujet du nucléaire israélien.

L'absence de réaction internationale

La question de la prolifération des armes nucléaires au Moyen-Orient préoccupe depuis longtemps les Nations Unies, comme l'illustre les résolutions qu'adopte chaque année depuis 1974 l'Assemblée générale sur la question de la création d'une ZEAN dans cette région (32). La question de «*l'armement nucléaire israélien*» en tant que telle a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa 34e session (1979) et le restera pendant dix ans (33). Plus récemment, la résolution 59/106 du 4 décembre 2004 (34) sur les «*risques de prolifération nucléaire au Moyen-Orient*», adoptée par 170 voix contre 5 (Etats-Unis, Israël, Iles Marshall, Micronésie et Palau) et 9 abstentions, demandait à Israël d'adhérer au TNP et de soumettre ses installations nucléaires aux inspections de l'AIEA.

Ces textes inspirés par les pays arabes et soutenus par le Groupe des pays non alignés recueillent généralement une majorité confortable, mais n'ont quasi pas d'effets pratiques. Leur seul mérite est de maintenir ouvert ce dossier. Les Européens adoptent, selon les circonstances et la teneur du texte, une position d'abstention ou un soutien peu enthousiaste, quand ils ne se divisent pas. On notera la constance de la Russie et de la Chine dans le soutien aux résolutions sur la dénucléarisation du Moyen-Orient. En mai 2003, la Russie a même présenté à la réunion de Pusan du Groupe des fournisseurs nucléaires (NSG) un rapport sur les armes nucléaires israéliennes et demandé que la question soit traitée par le NSG. Mais, il faudrait peut-être situer cet activisme dans le contexte des pressions américaines sur la Russie pour qu'elle mettre fin à la coopération nucléaire avec l'Iran (35).

Quant aux Etats-Unis, s'il y a quelque chose de tabou dans leur politique étrangère, c'est bien la question de «*l'exceptionnalisme nucléaire israélien*». Cette absence de réaction internationale est perçue au Moyen-Orient comme l'illustration des «*deux poids deux mesures*».

(32) Résolution 3263 (XXIX) adoptée le 9 décembre 1974 à l'initiative de l'Iran. *Cf.* aussi la résolution 58/34 du 8 décembre 2003. Le projet d'établir une ZEAN au Moyen-Orient n'a pu encore voir le jour malgré la non-opposition formelle de tous les Etats de la région, y compris Israël. Se reporter au Rapport du Secrétaire général sur la question, Document A/45/435, 1990.

(33) Ainsi, dans sa résolution 34/89 du 11 décembre 1979, l'Assemblée se disait alarmée «*par les informations et les indices de plus en plus nombreux concernant les activités menées par Israël en vue d'acquérir et de mettre au point des armes nucléaires*» et convaincue que «*la création d'une capacité nucléaire par Israël aggraverait encore la situation déjà dangereuse qui régnait dans cette région et constituerait une menace supplementaire pour la paix et la sécurité internationales*».

(34) Sur la base d'un projet égyptien : *cf.* le document A/58/465.

(35) La Russie a même estimé qu'Israël représentait au Moyen-Orient une menace supérieure à l'Iran : *cf.* «Russia Demands Investigation of Israeli Nuclear Weapons», *Haaretz*, 2 juin 2003.

La «politique de l'autruche»

Si les Etats-Unis n'ont officiellement ni approuvé, ni assisté le programme nucléaire israélien, ils n'ont toutefois rien fait pour le stopper. Fait plus significatif, ils ne manifestent aucun enthousiasme pour les appels à la discussion sur la question au sein des instances internationales comme l'AIEA on l'Assemblée générale de l'ONU.

Le site de Dimona avait été repéré par des U2 dès 1958, mais les Américains n'auraient été convaincus qu'il s'agissait d'un centre nucléaire qu'en 1960. Les Israéliens auraient expliqué tour à tour que c'était une usine textile, un centre de recherche agronomique, un complexe de recherche métallurgique, jusqu'à ce que Ben Gourion finisse par reconnaître, en décembre 1960, que le complexe de Dimona est un centre de recherche nucléaire «*à des fins pacifiques* (36)».

Dès son arrivée au pouvoir en janvier 1961, le Président Kennedy décida d'exiger de Ben Gourion des inspections à Dimona. Après les essais nucléaires français au Sahara (1960) et la perspective d'une bombe chinoise, John F. Kennedy considérait la prévention de la prolifération comme une priorité de sécurité nationale. Une crise couvait entre les deux pays car Ben Gourion tergiversait. C'est son successeur, Levi Eshkol, qui négocia un compromis : Israël autorisait des inspections américaines à Dimona et s'engageait à ne pas être le premier à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient (37). Les Américains inspectèrent sept fois Dimona dans les années 1960, mais ne purent obtenir une vision exacte de l'ampleur du projet. L'équipe d'inspection de 1969 s'est plainte par écrit des restrictions imposées par les Israéliens et aurait déclaré qu'elle ne pouvait, de ce fait, garantir qu'on ne procédait pas à des recherches sur les armes à Dimona (38). George Bundy, conseiller à la Sécurité auprès de Kennedy, évoquant plus tard ces inspections, a estimé qu' «*elles n'avaient pas été aussi sérieuses et rigoureuses que ce qu'elles auraient dû être pour faire toute la lumière*» (39).

La CIA (Central Intelligence Agency) avait acquis en 1968 la conviction qu'Israël était devenu une puissance nucléaire (40). L'Administration Johnson aurait tenté de convaincre Israël de signer le TNP en liant cela à la fourniture d'armements. Par une manœuvre dilatoire des Israéliens, la question nucléaire fut non seulement déconnectée de celle des ventes d'armes américaines, mais fut totalement éludée par la suite. Les Israéliens ne se démarqueront plus d'une position d'ambiguïté qui consiste à nier contre

(36) *Cf.* Avner COHEN, *Israel and the bomb*, pp. 79-97.

(37) Cité *in* Avner COHEN, «The Most Favoured Nation», *The Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. LI, n° 1, janv.-fév. 1995, p. 52. *Cf.* aussi, du même auteur, *Israel and the Bomb*, *op. cit.*, pp. 153-174.

(38) Cité *in L'armement nucléaire israélien*, *op. cit.*, §27, note 17.

(39) McGeorge BUNDY, *Danger and Survival*, Vintage Books, New York, 1988, p. 510.

(40) Le directeur de la CIA Richard Helms en aurait informé le Président Johnson, qui lui aurait répondu «*ne le dites à personne d'autre*» : *cf.* Pierre PÉAN, *op. cit.*, p. 27.

toute évidence la possession de la bombe. Quant aux Américains, ils auraient pris acte de cette position dès 1968 et ont renoncé depuis à évoquer cette question. Il existerait même un accord tacite entre les gouvernements américain et israélien successifs, les premiers optant pour la «*politique de l'autruche*» à condition que les seconds gardent un profil bas en la matière et ne procèdent pas à des essais nucléaires (41).

Les Etats-Unis, si prompts à dénoncer la prolifération des ADM en stigmatisant l'Iraq de Saddam Hussein, la Libye, la Syrie ou l'Iran, font preuve d'un «*silence assourdissant*» lorsqu'il s'agit d'Israël, alimentant ainsi l'accusation de double standard.

«Deux poids deux mesures»

L'attitude qui consiste à condamner de manière récurrente la prolifération des ADM par les voisins d'Israël (Iraq, Iran) tout en feignant d'ignorer l'arsenal, lui bien réel, de l'Etat hébreu, est devenue intenable. Ce double standard est un facteur d'érosion de la légitimité du TNP (42). La question de l'ANI est un thème récurrent dans les Conférences d'examen du TNP soulevé à l'instigation des pays arabes soucieux d'accentuer les pressions de la communauté internationale sur l'Etat hébreu pour qu'il adhère au Traité et soumette son programme nucléaire aux contrôles de l'AIEA. L'adoption d'une résolution sur le Moyen-Orient, annexée à la déclaration finale de la V^{e} Conférence d'examen (1995), a été déterminante dans l'acceptation, par les Etats arabes, d'une extension pour une durée indéterminée du TNP (43). La VI^{e} Conférence d'examen (2000) n'a pas dérogé à la règle puisqu'on y a assisté à un affrontement entre le groupe arabe mené par l'Egypte d'une part et les Etats-Unis d'autre part, les premiers réussissant à arracher aux seconds une référence explicite, dans le document final, à Israël comme seul Etat du Moyen-Orient à ne pas avoir adhéré au Traité (44). Qu'en sera-t-il de la prochaine Conférence d'examen (2005) ?

Face à la montée en puissance, au sein de l'AIEA (45), des critiques de «*double standard*» à l'occasion de l'affaire iranienne, El Baradei a pris son

(41) Avner COHEN, *Israël and the Bomb*, pp. 153-174.

(42) *Cf.* Abdelwahab BIAD, «La non-prolifération des armes de destruction massive à la croisée des chemins», *AFRI*, vol. V, 2004, pp. 762-781.

(43) La résolution, sans citer nommément Israël, s'inquiète de l'existence d'activités nucléaires dans la région qui échappent au contrôle de l'AIEA et de la situation dangereuse ainsi créée pour la paix et la sécurité régionale. *Cf.* la résolution sur le Moyen-Orient, Document final, Part 1 (NPT/CONF.1995/32 (Part 1) et Corr.2, 11 mai 1995.

(44) Conclusion sur le Moyen-Orient, Doc. Final, Vol. I (NPT/CONF.2000/28 (Part.I), par. I, «Article VII and the Security of Non-Nuclear Weapon States», par. 16.

(45) L'AIEA adopte chaque année une résolution sur l'application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient, dans laquelle elle rappelle régulièrement la nécessité pour tous les Etats de la région d'adhérer au TNP, de mettre en œuvre les garanties globales de l'AIEA (*full scope safeguards*) comme «*mesure de confiance*» et de contribuer à l'objectif d'une ZEAN au Moyen-Orient : AIEA, Conférence générale, 47^{e} session, résolution GC(47)/RES/13, 19 sept. 2003.

bâton de pèlerin pour se rendre à... Jérusalem (juillet 2004) et travailler à un compromis sous la forme d'un accord régional de sécurité visant à faire du Moyen-Orient une ZEAN. Cependant, «la montagne accoucha d'une souris» : la seule concession faite par A. Sharon a été d'accepter qu'une délégation israélienne participe à un Forum sur le Moyen-Orient organisé par l'Agence de Vienne en 2005 (46). Pour le directeur de l'AIEA, «*deux options s'offrent à la communauté internationale : ne rien faire et donc avoir, dans dix ou vingt ans, trois ou quatre puissances nucléaires au Moyen-Orient, voire, pire, que des groupes extrémistes s'en emparent; ou bien construire un système de sécurité régional fondé sur la confiance et la coopération*» (47).

Il est vrai que l'arsenal nucléaire israélien constitue le principal facteur d'incitation à la prolifération au Moyen-Orient. Les programmes nucléaires de l'Iraq et de l'Iran doivent être appréhendés dans cette perspective et donc dans la volonté de rechercher un équilibre de la terreur. Toutefois, Israël refuse l'équilibre de la terreur, lui préférant le *statu quo* de monopole nucléaire qui lui est plus favorable. En effet, l'Etat hébreu a toujours dénié à ses voisins le droit d'acquérir une capacité nucléaire. Cela fut illustré de manière spectaculaire par la destruction, par l'aviation israélienne, le 7 juin 1981, du réacteur Osirak fourni par la France. Ce raid fut unanimement condamné par la communauté internationale, y compris par les Etats-Unis, qui s'associèrent à la résolution 487 (1981) (48). La destruction du réacteur nucléaire iraquien et les menaces d'une attaque similaire contre l'Iran équivalent à s'arroger un droit de veto unilatéral sur l'acquisition d'une capacité nucléaire par un Etat dont Israël se méfie particulièrement.

Israël, qui ne s'oppose pas officiellement à l'objectif de ZEAN au Moyen-Orient, a toujours posé comme condition préalable la négociation d'un règlement de paix global dans la région. En revanche, pour les pays arabes, la dénucléarisation d'Israël est un préalable à la paix finale. Les Etats-Unis semblent cautionner la conditionnalité israélienne. Ainsi, à l'occasion de la VI^{e} Conférence d'examen du TNP (2000), le représentant américain déclarait : «*Israël s'est dit prêt à renoncer à l'option des armes nucléaires dans le contexte d'une paix juste, stable et durable au Moyen-Orient. Les Etats-Unis font tout leur possible pour qu'une telle paix se réalise et nous pensons que lorsqu'elle se concrétisera, Israël pourra et devra adhérer au TNP en tant qu'Etat non doté d'armes nucléaires*». Ne faudrait-il pas, comme le

(46) Matthew Cook, «IAEA to hosts Middle East Nuclear Forum», *Arms Control Today*, vol. XXXIV, n° 7, sept. 2004, p. 37.

(47) «IAEA Director-General Dr Mohamed El Baradei on Israel», *Disarmament Diplomacy*, 9 nov. 2004.

(48) L'attaque d'Osirak fut l'occasion pour Israël d'exprimer sa conception de la légitime défense préventive : «*en aucun cas, nous ne permettrons à un ennemi de mettre au point des armes de destruction massive dirigées contre le peuple d'Israël. Nous défendrons les citoyens d'Israël en temps voulu et avec tous les moyens à notre disposition*». Déclaration de Begin en juin 1981, faisant suite à l'attaque.

propose El Baradei, organiser parallèlement les deux processus : établissement de la paix et dénucléarisation (49) ? Il ne fait aucun doute que la dénucléarisation d'Israël, à l'instar de celle d'Afrique du Sud, est une composante essentielle d'un processus de paix garanti par la communauté internationale (50).

(49) IAEA Director-General Dr Mohamed El Baradei on Israel, *op. cit.*

(50) Spimon Peres estimait en décembre 1995, devant des journalistes israéliens, que le désarmement nucléaire unilatéral d'Israël pourrait être une contrepartie de la paix.